

— Corporation du parc nautique de Saint-Jean-Port-Joli inc. Projet d'aménagement d'un parc nautique à Saint-Jean-Port-Joli, Étude d'impact sur l'environnement. Réponses à l'analyse de recevabilité, juin 1994, préparé par les consultants BPR et Asseau, 34 pages, accompagnées des annexes A à M.

— Corporation du parc nautique de Saint-Jean-Port-Joli inc. Projet d'aménagement d'un parc nautique à Saint-Jean-Port-Joli, Étude d'impact sur l'environnement. Résumé vulgarisé, novembre 1994, préparé par les consultants BPR et Asseau, 39 pages.

— Corporation du parc nautique de Saint-Jean-Port-Joli inc. Plan montrant le panache de diffusion des rejets en eau libre, présenté par les consultants BPR le 22 août 1994.

— Corporation du parc nautique de Saint-Jean-Port-Joli inc. Avis de modification — Parc nautique de Saint-Jean-Port-Joli. 23 avril 1996, 8 p., 5 annexes, 2 figures.

Si des indications contradictoires sont contenues dans ces documents, les plus récentes prévalent.»

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

25708

Gouvernement du Québec

### **Décret 706-96, 12 juin 1996**

CONCERNANT des modifications au décret 32-91 du 16 janvier 1991, modifié par les décrets 1454-91 du 23 octobre 1991, 1063-92 du 15 juillet 1992, 528-93 du 7 avril 1993 et 936-94 du 22 juin 1994, concernant des emprunts par l'émission et la vente de billets à moyen terme dans le cadre d'une offre continue dans les États-Unis d'Amérique

ATTENDU QU'aux termes du décret 32-91 du 16 janvier 1991, modifié par les décrets 1454-91 du 23 octobre 1991, 1063-92 du 15 juillet 1992, 528-93 du 7 avril 1993 et 936-94 du 22 juin 1994, le ministre des Finances est autorisé à emprunter par l'émission et la vente de billets à moyen terme (les «billets») du Québec dans le cadre d'une offre continue mais que le total des prix initiaux à l'émission des billets en cours à quelque moment que ce soit ne doit pas excéder 1 500 000 000 \$ en monnaie légale des États-Unis d'Amérique ou l'équivalent en autres monnaies ou monnaies composées;

ATTENDU QU'il est opportun que la limite de 1 500 000 000 \$ mentionnée ci-dessus soit portée à 3 000 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances:

1. QUE, dorénavant, le total des prix initiaux à l'émission des billets en cours à quelque moment que ce soit n'excède pas 3 000 000 000 \$ en monnaie légale des États-Unis d'Amérique ou l'équivalent en autres monnaies ou monnaies composées; et

2. QUE n'importe lequel des représentants autorisés du Québec en vertu du décret 32-91 du 16 janvier 1991 soit autorisé, au nom du Québec, à faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour assurer l'exécution des dispositions du présent décret, y compris la signature de toute convention ou autre document, le dépôt ou l'amendement de toute déclaration d'enregistrement ou prospectus et la livraison de tout prospectus amendé ou prospectus supplémentaire en vertu de la Loi des États-Unis d'Amérique intitulée «Securities Act of 1933».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

25692

Gouvernement du Québec

### **Décret 707-96, 12 juin 1996**

CONCERNANT l'émission et la vente de 175 000 000 \$ CAN, valeur nominale, d'obligations du Québec

ATTENDU QUE les dispositions des paragraphes *b*, *c* et *d* de l'article 60 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) permettent au gouvernement (le «Québec») d'autoriser le ministre des Finances à effectuer les emprunts requis pour renouveler ou solder à échéance ou pour racheter avant échéance en totalité ou en partie tout emprunt ou tous emprunts effectués par le gouvernement, pour obtenir les sommes que le gouvernement juge nécessaires pour combler toute insuffisance du fonds consolidé du revenu ou défrayer des dépenses à faire à même ce fonds ou aux fins du versement d'avances au Fonds de financement dont les sommes doivent être prélevées sur le fonds consolidé du revenu à même les montants empruntés à cette fin;

ATTENDU QUE le Québec désire emprunter par l'émission et la vente d'obligations du Québec d'une valeur nominale globale de 175 000 000 \$ CAN dont le produit pourra être affecté jusqu'à concurrence de sa totalité, au Fonds de financement;